



---

## **Fiscal policy, external debt and economic growth: The case of Morocco**

### **La politique budgétaire, la dette extérieure et la croissance économique : Cas du Maroc**

**Rachid CHAABITA**

« Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des organisations,  
Finance et Criminalité financière » BIGOFCF

Faculté des Sciences juridiques Economiques et Social Ain Chock (FSJES – Ain Chock)  
Université Hassan II–Casablanca – Maroc

**Fatiha RAMY**

« Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des organisations,  
Finance et Criminalité financière » BIGOFCF

Faculté des Sciences juridiques Economiques et Social Ain Chock (FSJES – Ain Chock)  
Université Hassan II– Casablanca – Maroc

---

**Résumé :** La relation politique budgétaire et croissance économique a fait l'objet de plusieurs études et recherche. Cette relation reste ambiguë et dépend du contexte temporel et spatial. A travers notre article, nous avons voulu comprendre la liaison qui peut exister entre le solde budgétaire au Maroc et la croissance économique. Pour ce faire, nous avons utilisé les données émanant de la banque mondiale et de l'HCP sur la période 1980-2019.

Les résultats ont dévoilé l'existence d'une liaison significative et positive entre le solde budgétaire et la croissance économique au Royaume.

**Mots-clés :** Solde budgétaire, croissance économique, politique expansive.

---

**Abstract:** The relationship between fiscal policy and economic growth has been the subject of several studies and research. This relationship remains ambiguous and depends on the temporal and spatial context. Through our article, we wanted to understand the link that may exist between the budget balance in Morocco and economic growth. To do this, we used data from the World Bank and the HCP over the period 1980-2019.

The results revealed the existence of a significant and positive link between the budget balance and economic growth in the Kingdom.

**Keywords:** Fiscal balance ; economic growth ; expansive policy.

---

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.8055783>

## 1. Introduction

Comme la politique monétaire, La politique budgétaire constitue, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'État. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, endettement public, prélèvements fiscaux) pour agir sur la conjoncture économique.

Avant la crise de 1929, la dépense de l'État n'était pas considérée comme une variable susceptible d'influencer le niveau d'activité de l'économie ; celle-ci avait pour objectif principal le financement des services publics.

Mais l'économiste Jean Maynard Keynes a modifié cette conception en mettant en valeur l'impact de la politique budgétaire sur le niveau d'activité économique d'un pays. Cependant, à partir de la crise 1974 et celle de 1979, les théoriciens ont souligné les limites de la politique budgétaire, notamment, l'impact négatif des déficits budgétaires et de la dette publique.

Ce travail est délimité dans le temps et dans l'espace pour sa portée scientifique,

Sur le plan spatial, ce travail propose comme cas d'étude le Maroc ; la recherche s'étend sur une période allant de 1970 à 2018.

Le choix de cette date est justifié par le fait que le recours au financement extérieur au Maroc avant 1975, était maîtrisé, alors qu'entre 1975 et 1981 on a assisté à un recours massif au marché financier international sous la pression des dépenses de fonctionnement et d'équipement. Bien plus, et à partir de 1983 commence la phase de rééchelonnement, des restructurations et ajustements dans le cadre de choix économiques en faveur d'une dominance du libéralisme intégral et du désengagement de la planification, du secteur public et de l'État.

Dans le cadre de la politique économique (menée) adoptée par les autorités publiques marocaines depuis le début des années quatre-vingt, dans quelle mesure celle du déficit budgétaire a-t-elle été favorable pour la croissance économique ? Autrement dit, quels sont les impacts du déficit budgétaire sur la croissance économique au Maroc ?

Pour répondre à cette question, on va traiter dans un premier lieu un aperçu sur la théorie de politique budgétaire en partisans et opposants ; et dans un second lieu la politique budgétaire adoptée par le Maroc depuis l'indépendance et son impact sur l'économie.

## 2. Revue de lecture de la politique budgétaire dans la théorie économique ou chez Keynes

C'est à Jean Maynard Keynes que l'on doit, dans les années 1930, l'intervention du concept moderne de « politique budgétaire ». Dans sa démarche pratique plutôt que philosophique et théorique, il considère que l'instrument budgétaire est utilisé pour influencer le niveau de la demande agrégée en mettant l'accent sur une nouvelle mission de l'État à savoir la régulation conjoncturelle et sa responsabilité d'absorber le chômage.

La politique budgétaire a connu son âge d'or lors des Trente Glorieuses (1945-1975), elle a depuis été fortement décriée, notamment par les institutions internationales (FMI et Banque Mondiale) et

européennes (commissions européenne). Depuis les années 2000, la politique budgétaire discrétionnaire « keynésienne » a, par exemple, été évincée dans la zone euro en raison de l'introduction de règles budgétaires telles que celles contenues dans le Pacte de la stabilité et de la croissance, qui la cantonnent à réduire les dépenses publiques ainsi qu'à minimiser la place de l'Etat dans l'économie. Dans ces conditions, l'instrument budgétaire a été relégué au second rang, au profit de la politique monétaires mises en œuvre par les banques centrales.

La crise économique et financière de 2007 -2008 a toute fois entraîné un changement de position concernant l'usage de l'outil budgétaire puisque nombre de gouvernements, quelle que soit leur orientation politique, ont accru leurs dépenses afin d'y faire face.

Dans la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », l'économiste britannique critique le dogme de l'équilibre budgétaire et met en avant l'importance de l'investissement public, il défend la mise en œuvre de politiques de travaux publics financées par l'emprunt. Pour lui, l'investissement ne dépend pas d'une épargne préalable, mais qu'il est financé par l'emprunt.

## **2.1 La relance de l'investissement**

En situation de déséquilibre, l'État doit intervenir pour ajuster la demande à l'offre de telle sorte que le plein-emploi soit assuré. Les deux principaux leviers d'action seront la consommation et l'investissement.

**2.1.1 La relance de la consommation :** pour stimuler la consommation, il suggère l'embauche des fonctionnaires, la diminution de la pression fiscale, les transferts envers les ménages par des allocations, aides ... surtout pour ceux dont le revenu est le plus bas.

Si on raisonne en termes de propension à consommer, l'effet des mesures de soutien sera immédiat et plus fort car la quasi totalité des sommes injectées se traduiront par une dépense de consommation immédiate. Par ce type de mesure, il n'est pas nécessaire de réformer le capitalisme pour concilier économie et justice sociale.

**2.1.2 La relance de l'investissement :** la relance de la consommation va inspirer confiance aux entreprises ce qui va améliorer la rentabilité attendue des investissements et entrainera la reprise des dépenses d'investissement. L'État peut même amplifier le phénomène, en attribuant des aides au secteur privé.

## **2.2 La théorie de Keynes est en faveur d'un déficit budgétaire**

Pour Keynes, le déficit budgétaire est justifié. Le plein emploi n'est réalisable que pour un volume suffisant d'investissement public, ce qui nécessite d'accepter un déficit budgétaire, constituant alors la demande effective additionnelle qui élève le niveau d'emploi.

Pour lui, il ne faut pas hésiter à enfreindre la règle de l'équilibre de budget défendue par les économistes classiques et néoclassiques.

Il est à noter, toutefois, que Keynes n'est pas un promoteur du déficit public comme l'avancent ses détracteurs. Il précise sa pensée en matière de politique budgétaire à long terme dans les Mémoires

du Trésor (Treasury Memorande), où il présente sa vision concernant la composition des dépenses publiques. Il avance sa préférence pour une intervention de l'État centrée sur les dépenses d'investissement qui lui paraissent plus efficaces que des mesures de relance de la consommation telle la baisse de l'impôt sur le revenu.

*« En premier [...], une diminution de la pression fiscale sur laquelle les gens ne penseraient pouvoir compter que durant une période courte et non définie peut très bien n'avoir que des effets limités sur la stimulation de leur consommation. Et si cela marche, il serait extrêmement difficile d'un point de vue politique de revenir à la pression fiscale antérieure lorsque la situation du chômage se sera améliorée [...]. En second lieu, il n'est pratiquement pas plus facile politiquement de faire accepter à l'homme de la rue les incitations à la consommation en période difficile que celles visant la dépense en capital »<sup>1</sup>*

Keynes fait la distinction dans sa conception de politique budgétaire entre le budget *ordinaire ou courant* et le budget *en capital*. Pour lui, le budget ordinaire est celui qui fiance les dépenses de fonctionnement, alors que le second est destiné à l'investissement.

*« Je suggérais que l'on ait un budget ordinaire en excédent, excédent qui serait transféré en capital, remplaçant ainsi graduellement une dette qui est un véritable poids mort par une dette productive ou semi productive »<sup>2</sup>*

*Certes, le budget global peut être en déficit, mais ne peut, résulter que d'une politique d'investissement et non d'un accroissement des dépenses de fonctionnement.*

*De ce fait, l'endettement public, dès qu'il est productif, se justifie pleinement puisqu'il participe à la politique d'investissement. Keynes fait la différence, dans ce cadre, entre deux types de dette publique : l'une destinée au financement des dépenses d'investissement appelée emprunt social et considérée comme productive et l'autre non productive liée au financement des dépenses courantes.*

### **2.3 La politique budgétaire post - keynésienne<sup>3</sup>**

L'école post –keynésienne consacre un rôle central de l'État et de la politique budgétaire. Elle adopte une démarche reposant sur la finance fonctionnelle, qui s'oppose aux analyses orthodoxes prônant l'équilibre budgétaire.

---

<sup>1</sup> « Economie posté Keynesienne. Histoire, théorie et politique » Ouvrage collectif EDITIONS DU SEUIL, 2018. « Chapitre 17 Politique budgétaire et dette publique : les enjeux de l'intervention de l'Etat ». p 291.

<sup>2</sup> J.M.Keynes, *Activities 1940-1946 Shaping the Post-war world* : »Employ Collected Writings of John Maynard Keynes, ed D.Moggridge, Londres, Mac millan, T.27

<sup>3</sup> L'économie post-keynésienne découle du travail d'économistes tels que J.M.Keynes (1883-1946), M.Kalecki (1899-1970), R.Harrod(1900-1978), J.Robinson(1903-1983), N.Kaldor(1908-1986), et bien d'autres. Elle est définie par l'affirmation selon laquelle le principe de la demande effective, tel que développé par J.M.Keynes dans la théorie Générale (1936) et par M.Kalicki dans des travaux antérieurs (1933), est valide aussi bien à court terme qu'à long terme. Cela signifie que l'activité économique, dans une économie monétaire capitaliste, est menée par la demande et qu'il n'existe pas de mécanisme établi qui garantisse le plein emploi et a pleine utilisation des capacités de production.

Pour les économistes post - keynésiens, en situation de crise et pour relancer l'économie, le gouvernement doit donc accepter de s'endetter d'avantage et d'accumuler des déficits budgétaires colossaux, si non c'est l'écoulement total de l'économie.

Pour eux, la politique budgétaire peut s'appuyer sur le déficit budgétaire comme levier d'action, d'autant que ce dernier génère des effets multiplicateurs sur le revenu.

### 3. La politique budgétaire : Cas du Maroc

Le Maroc a connu une croissance économique relativement importante au cours des années 1970 et plus particulièrement depuis la mise en œuvre du plan quinquennal du développement 1973-1977, qui avait accordé une grande importance au secteur industriel.

#### 3.1 Origine de la dette publique

La décennie 1970-1980 comme la définissaient certains auteurs « la décennie de cumul des déséquilibres »<sup>4</sup> était accompagnée d'une stagnation de la production agricole (problème de sécheresse) et d'une accélération du secteur tertiaire et des travaux publics.

Durant cette période, le déficit de la balance commerciale est passé de 3,9% du PIB en 1970 à 10,8% en 1980 d'une part ; d'autre part le déficit budgétaire a progressé rapidement passant de 4% du PIB en 1970 à 12,4% en 1980<sup>5</sup>. Certes ce déficit s'explique en grande partie par un effort d'investissement.

Mais, il faut signaler qu'avant 1975<sup>6</sup> le recours à des financements extérieurs a été un recours maîtrisé. Après cette année, il y avait un recours massif au marché financier international (sous la pression des dépenses de fonctionnement et d'équipement).

L'État a financé un vaste plan d'investissement aussi bien dans l'irrigation (barrage) que dans l'industrie et les infrastructures.

L'État a accordé une hausse des salaires de 26% aux fonctionnaires et en 1975, il a commencé à subventionner les produits alimentaires de première nécessité (Sucre, huile...).

L'élément déterminant de cette politique a été la projection des recettes sur la base de la hausse du prix des phosphates conséquence du choc pétrolier. L'État bénéficiaire de ce surplus de revenu a engagé un programme de dépenses considérables qu'il était difficile, ensuite, de réduire alors que le boom sur le marché du phosphate n'a duré que deux ans (1974 -1975).

Cependant, dès que les recettes procurées par le phosphate diminuent, le déficit budgétaire s'est gonflé dangereusement. L'État ne pouvait ni interrompre les investissements en cours, ni réduire les salaires et non plus les subventions. L'État a donc accordé la priorité à une croissance rapide aux dépens des déficits (extérieur et budgétaire).

---

<sup>4</sup> CRECHTIEN MORRISON « Ajustement et équité » OCDE 1991 page 32

<sup>5</sup> Ramy F. op cit

<sup>6</sup> La décennie 70, était caractérisée par une offre excédentaire des liquidités sur les marchés financiers internationaux (1970-1976) qui a été augmenté de 25% par an. Pour Les pays sous-développés 57% de leur dette étaient réalisés sur le marché financier international au près des banques commerciales à des taux flottants et élevés.

L'analyse de l'évolution de l'économie marocaine, ne peut être dissociée de la question de la dette publique et de ses conséquences et cela pour deux raisons essentielles :

- La première c'est que la politique budgétaire est fortement expansionniste et cela depuis l'indépendance,
- La seconde est que la stratégie d'investissement public intensif du milieu des années soixante dix consécutive au « boom phosphatier ».

Cette politique adoptée avait des conséquences néfastes sur l'économie marocaine ; dans un premier lieu une dette publique externe insupportable enregistrée au début des années quatre vingt (en 1980 une dette de 2542MDH et en 1983 4541 MDH)<sup>7</sup> et dans un second lieu l'obligation de l'adoption du programme d'ajustement structurelle à partir de 1983 sous les directives du Fonds Monétaire International (F.M.I) et de la banque Mondiale (comme beaucoup de pays sous-développés).

### 3.2 Contexte du déficit et de la dette publique

Au Maroc deux périodes caractérisent l'évolution la dette publique, la première est celle allant de 1973-1977 jusqu'au 1982 et la seconde est entre 1983 et 1999 (période du PAS).

- 3.1.1 **La période du choc et du contre choc 1975-1977** : durant les années 1970-1980, la Maroc a connu une croissance économique importante mais accompagnée des déséquilibres majeurs (balance courante, budgétaire, ...).
- 3.1.2 **La période de 1978 - 1983 et tentative de stabilisation** : on assiste le long de cette période à une aggravation des déséquilibres et à un ralentissement de la croissance, l'endettement extérieur a atteint 11,8 milliards de \$ soit 84% du PIB et 300% des exportations.

Ces déséquilibres ont été à l'origine de l'adoption du plan de 1978-1980, considéré comme un plan de transition et de réflexion où des mesures d'ajustements et de redressements ont été mises en œuvre pour pallier les tensions au niveau des déséquilibres fondamentaux et des difficultés conjoncturelles. Les mesures adoptées visaient deux objectifs :

- Le premier est la réduction du déficit de la balance des paiements courants, la limitation des importations et la promotion des exportations, du tourisme et des transferts des ressortissants marocains à l'étranger (RME),
- Le second objectif visait de maintenir un niveau d'investissement susceptible d'assurer une croissance compatible avec le souci de lutter contre le chômage par des incitations

---

<sup>7</sup> Sources Statistiques « annuaires Statistiques » HCP les données du Trésor.

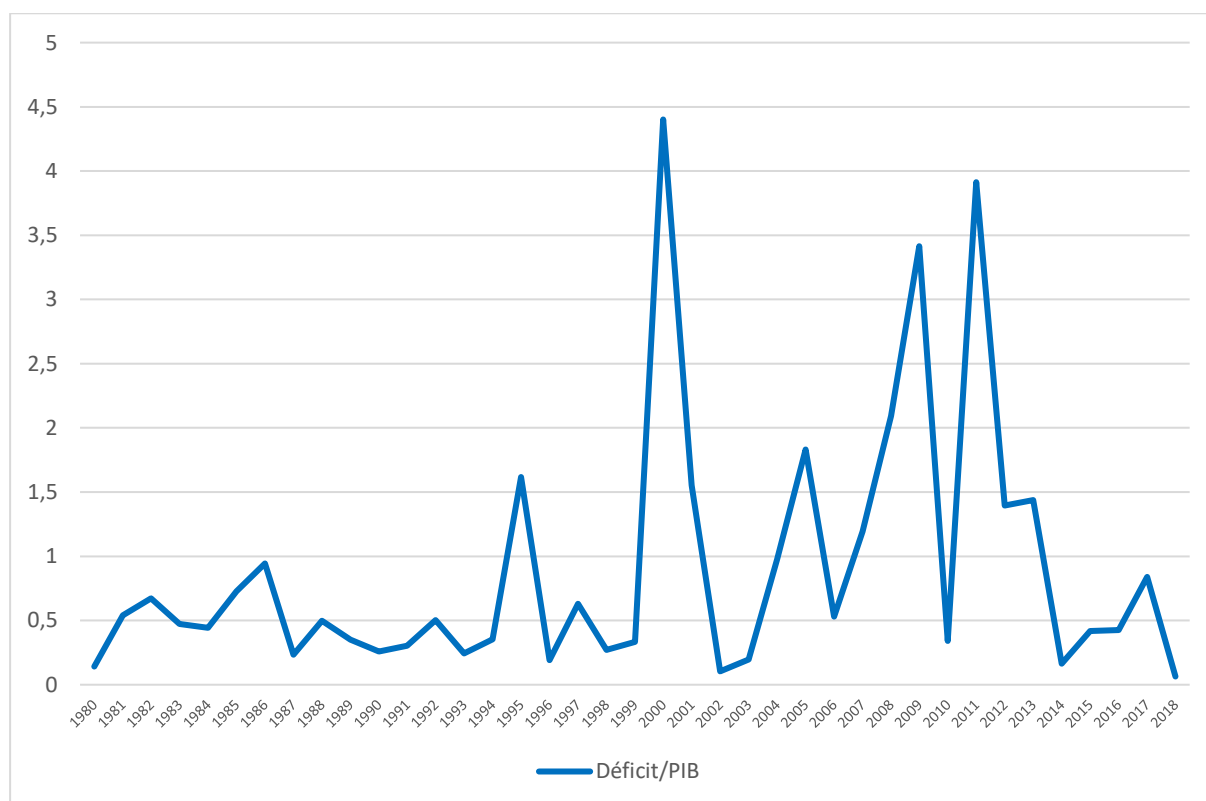
du secteur privé, une réforme du secteur public, et une politique budgétaire qui vise à encourager l'épargne publique et privée.<sup>8</sup>

Malgré l'amélioration de quelques déséquilibres fondamentaux (déficit budgétaire, le taux de couverture des importations par les exportations, la balance des paiements courante), l'amélioration des déficits a été financée par des entrées des capitaux ce qui a alourdi la dette extérieure.

Ce plan n'a pas malheureusement réalisé ce qui a été prévu : tout simplement un taux de croissance annuel seulement de 4,1% au lieu de 4,9%.

Il faut signaler que dès la deuxième année de l'application de ce plan, la situation est devenue inquiétante ; et il a été indispensable de prendre des mesures de relance.

**Figure 1 : Rapport du déficit budgétaire (en valeur absolue) / P.I.B**



Source : Apports Bank AL Maghreb

*Pour la seule année 1975, le déficit budgétaire a été multiplié par 110,4 % et atteignait 9,1 % du P.I.B. contre seulement 2,8 % du PIB en 1973.<sup>9</sup>*

<sup>8</sup> Plan de Développement 1978-1980 volume I page 136.

<sup>9</sup> Mme Fatiha RAMY « Libéralisation et ses conséquences sur l'économie marocaine, cas des industries agro-alimentaires » thèse doctorat, Janvier 2001



Ce déficit a été financé dans sa majorité par des emprunts extérieurs. Entre 1975 et 1982, la dette extérieure mobilisée a grimpé de 396 millions de dollars à 3 568 millions de dollars.<sup>10</sup> Suite à cette contrainte de surendettement, les autorités publiques se sont orientées vers les ressources domestiques.

### 3.1.3 La période allant de 1983 à 1999 :

La période 1970-80 a été marquée par une accélération de la croissance économique au prix d'un endettement qui deviendra insupportable et une aggravation des déséquilibres, Les années 1981-1983 ont été marquées par des tentatives des équilibres fondamentaux avec un ralentissement de la croissance économique.

Devant cette situation, le Maroc a préféré solliciter l'aide du FMI. Dans le cadre de cet accord avec le FMI, ce dernier accorda un prêt d'un milliard de \$ pour combler le déficit de la balance des paiements courantes allant de 1980 à 1983.

Il est devenu indispensable pour le FMI et la Banque Mondiale de réexaminer la situation du Maroc, ce dernier a été amené à rééchelonner ses dettes avec ces deux organismes.

Devant ces goulots d'étranglement, il était nécessaire de rééchelonner.

Parallèlement et avec l'aide du FMI et la Banque Mondiale, le Maroc a mis au point un programme d'ajustement structurel (PAS)<sup>11</sup>.

Le PAS trouve son fondement théorique dans le courant néolibéral qui le définit comme étant un contrat entre les gouvernements des pays débiteurs et les organismes financiers internationaux. Ceux-ci accordent des prêts d'ajustement structurels qui financent un programme de réforme macroéconomique, « *l'ajustement structurel se dessine .... une philosophie qui veut que les économies du sud s'adaptent aux nouvelles conditions mondiales* »<sup>12</sup> c'est à dire réduire leurs déficits, réduire le rôle de l'État dans l'économie au profit du secteur privé et tirer profit des possibilités des exportations qu'offre le marché mondial.

Le PAS adopté au Maroc avait pour objectifs majeurs :

- Stabiliser l'économie dans le court terme en réduisant la demande globale et l'ampleur de déficit budgétaire de l'État,
- Faire de l'économie à moyen terme un producteur efficace de biens et services par une réforme des structures profondes des principaux secteurs.

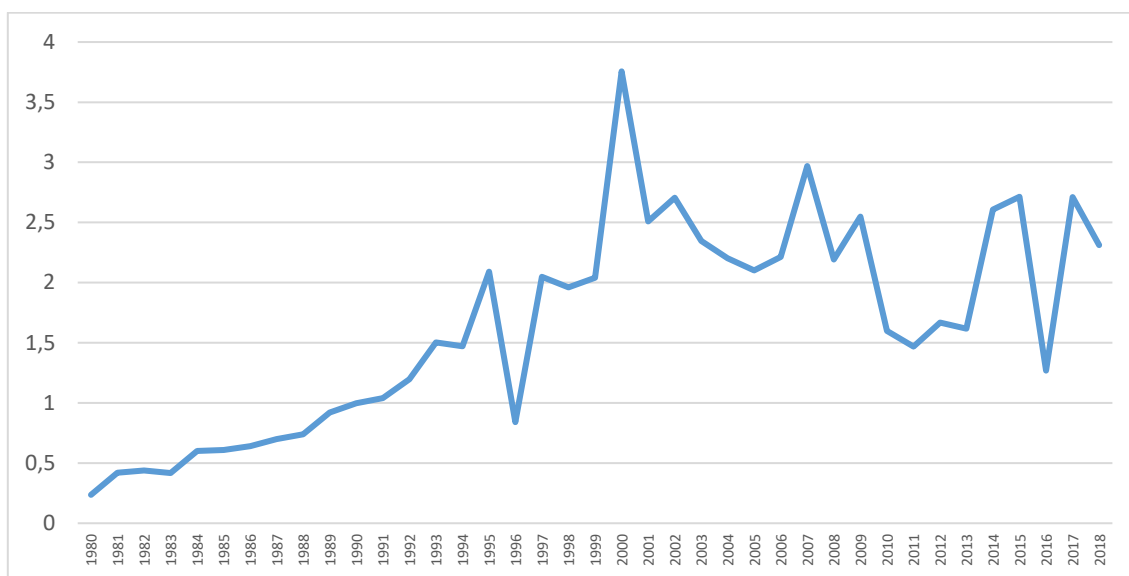
---

<sup>10</sup> RAMY F. op cit

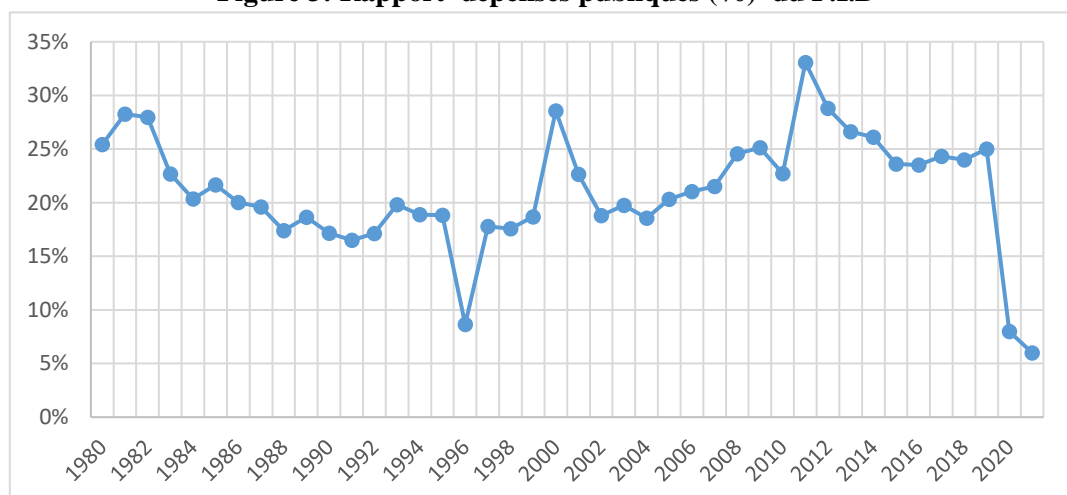
<sup>11</sup> Définition : L'ajustement structurelle désigne l'ensemble des mesures économiques, financières et institutionnelles visant à améliorer la situation de l'économie nationale et des finances publiques à la suite de chocs.

<sup>12</sup> JEAN MARIE FONTAINE « La philosophie de l'ajustement structurel » in Cahiers Français N°270, année 1996.



**Figure 2 : Rapport Dette publique / P.I.B**

Source : Rapports Bank AM Maghreb

**Figure 3: Rapport dépenses publiques (%) du P.I.B**

Source : Rapports de Bank Al Maghreb

Les conséquences du PAS : les ajustements et restructurations dans le cadre du PAS ont été mises en œuvre concernant l'agriculture, le commerce mais plus précisément les finances publiques et le secteur public.

Pour les finances publiques : la réforme concerne les recettes et les dépenses de l'État :

- Toute fois, l'État se trouvait dans la difficulté de réduire les subventions alimentaires en fonction d'une agriculture qui dépend des aléas climatiques qui offre 40% d'emploi et fourni un revenu à 54% de la population. Pour les dépenses de fonctionnement, l'Etat a procédé à un gel des salaires et une réduction des embauches qui sont passées de 40 000 à 25 000 postes par an.

- Pour les recettes : le PAS se propose d'améliorer et d'élargir la matière imposable aussi bien par la réduction des exonérations, que par la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et par une répartition équitable des contributions (ce qui a donné à l'origine de la réforme fiscale de 1996).<sup>13</sup>

Le secteur public : en ce qui concerne la réforme du secteur public, dans le cadre du PAS, on a procédé à la privatisation du secteur public tenant compte de son inefficacité et des charges financières qu'il coûte à l'État. Cette politique de privatisation a été nécessaire afin de développer le libéralisme intégral. Les établissements publics considérés comme non stratégiques, devaient appliquer des réformes dans leurs organisations et leur gestion afin de réduire leur coût et facturer leurs services aux coûts réels. En 1985, les arriérés nets de l'État envers les administrations publiques atteignaient 6,1 Milliards de dirhams<sup>14</sup>.

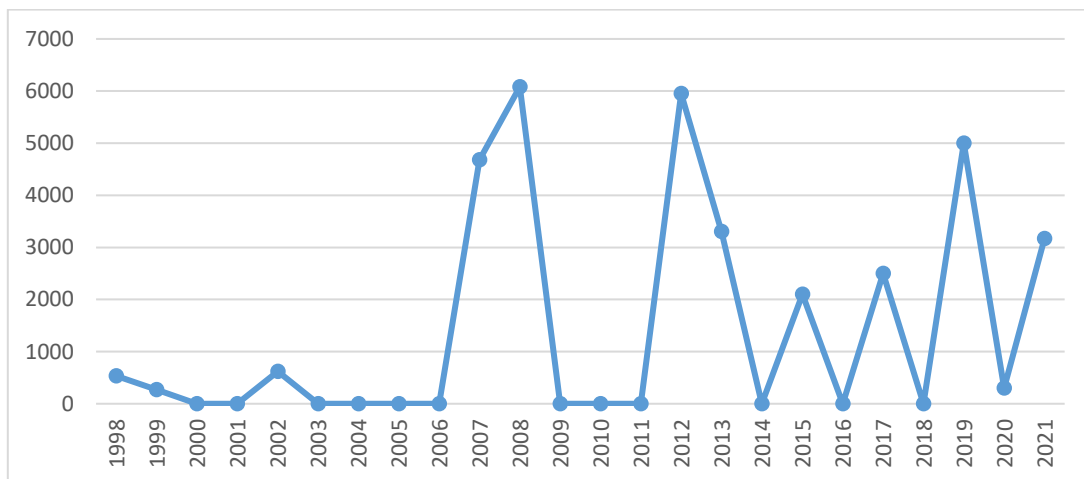
### 2.3 Étude empirique

Les variables retenues dans notre étude :

#### 2.3.1 Analyse statique

Depuis le lancement du premier programme des privatisations en 1993, ce sont 51 entreprises et 26 unités hôtelières qui ont été cédées au secteur privé totalement ou partiellement et ce, à travers 120 opérations.

**Figure 4 : les recettes de Privatisation**



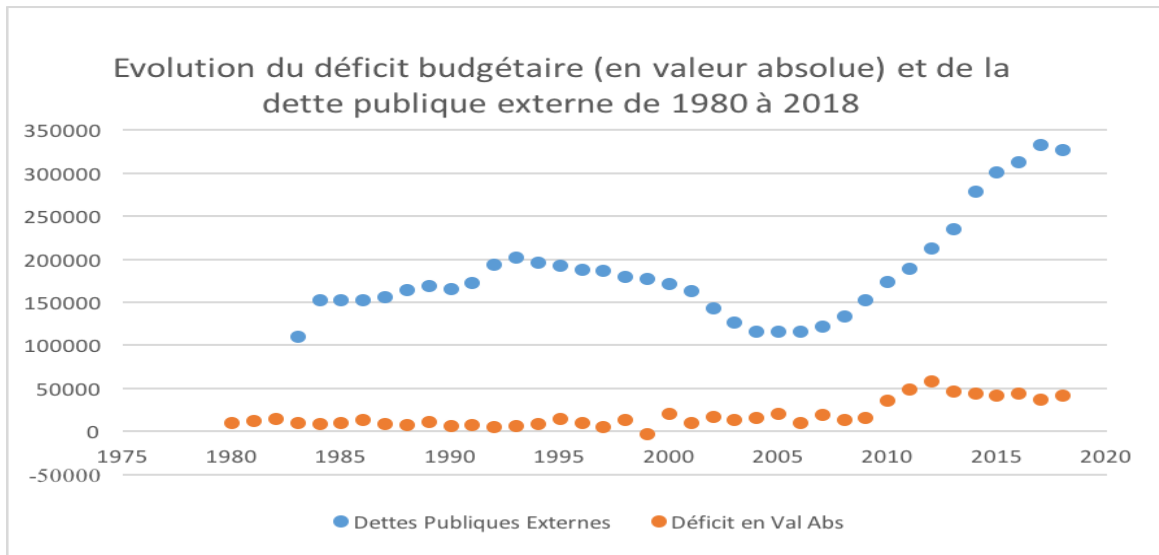
Source : les Statistiques des rapports du Haut Commissariat au Plan (H.C.P)

<sup>13</sup> M. KTIRI et N. AKESBI « la réforme de la fiscalité à l'heure de l'ajustement structurel) édition Toubkal Casablanca 1987

<sup>14</sup> C'est dans cette perspective que la banque Mondiale a soutenu le programme PERL I et PERL II en 1989 a fin de financer la restructuration d'un certain ensemble d'établissement public à savoir ONREP, ONEP, les sucreries.....

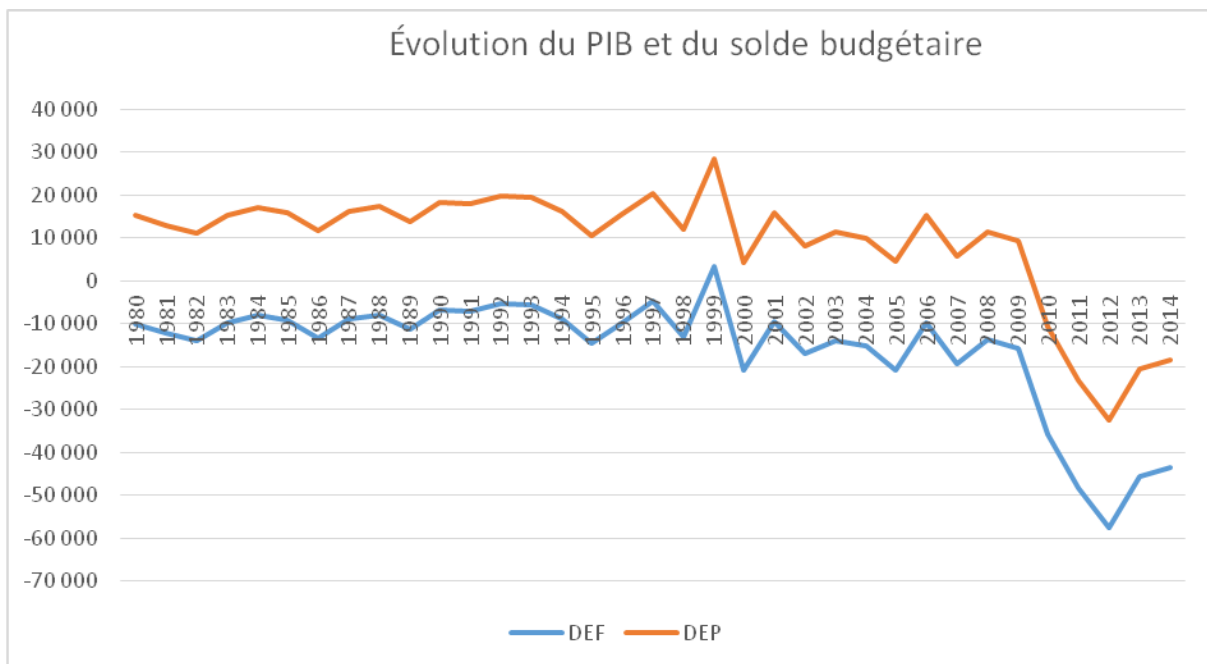
La contribution des recettes de la privatisation au budget de l'État sur la période de 1993-2003 a été de 5,8% des recettes ordinaires (hors privatisations), avec des pics de 24,5% en 2001 et de 13,8 % en 2003 (résultats de la cession de 35% de Maroc Télécom à Vivendi pour 23,3 milliards de DH, et de la cession de la Régie des Tabacs à Altadis pour 14,1 milliards de DH). La dernière polémique remonte à 2006 à l'occasion de la cession des parts de l'État chez un opérateur portuaire. En effet, l'État avait cédé l'été de cette année-là pas moins de 40% du capital de Marsa Maroc en Bourse.

**Figure 5 : Evolution du Déficit Budgétaire et des Dettes publiques externes**

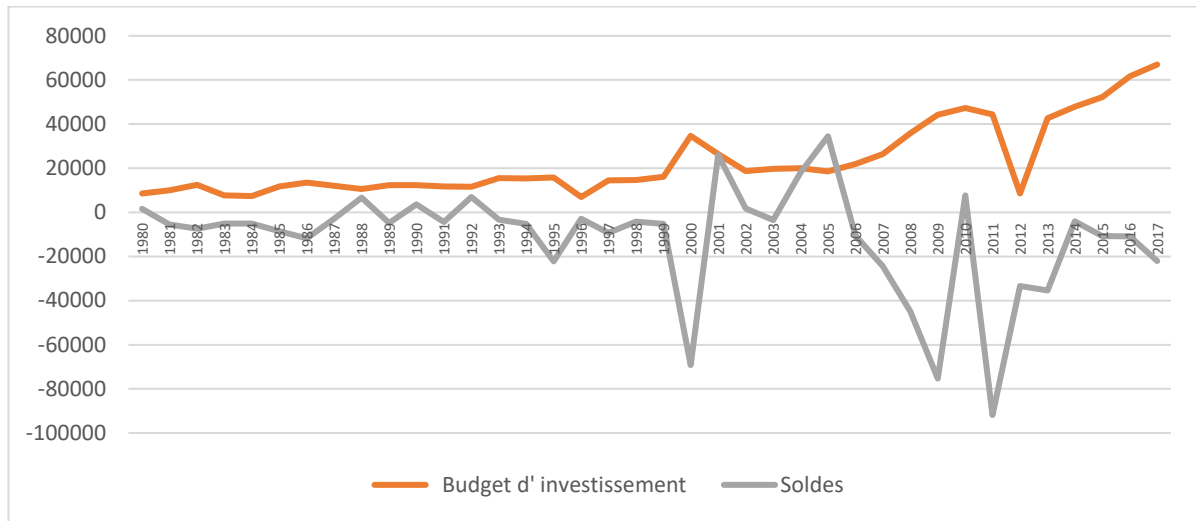


Source : Statistiques H.C.P

**Figure 6 : Le P.I.B et le solde budgétaire**



Source : Statistiques H.C.P

**Figure 6 : l'évolution des dépenses d'investissement et du déficit budgétaire**

Source : Statistiques H.C.P

On constate une relation de même sens entre le PIB et celui du déficit budgétaire (en valeur absolue), une baisse de ce dernier a été enregistrée. A noter le Maroc a enregistré en 1999 un solde positif suite à la privatisation de Maroc Telecom à Vivendi.

### 2.3.2 Analyse dynamique

Le but de cette partie est de tester empiriquement la présence d'un effet (non linéaire) du déficit sur le taux de croissance, conditionnellement au niveau de la dette publique. Car selon la théorie keynésienne et post keynésienne, on considère la possibilité que le déficit exerce un effet favorable sur la croissance si le niveau de l'endettement est faible et que cet effet devienne négatif, une fois que la dette publique dépasse un certain seuil.

#### Etude de la stationnarité

L'étude des séries temporelles sollicite des traitements statistiques préalables indispensables pour une bonne spécification et une meilleure prévision du phénomène étudié. Dans ce sens, le test de la stationnarité est une étape essentielle avant de choisir le modèle statistique adéquat. Autrement dit, la stationnarité est une propriété de stabilité de la distribution de  $y_t$ . La série est stationnaire si elle oscille autour de sa moyenne avec une variance constante. Rappelons que les sources de la non stationnarité d'une série chronologique provient généralement, de deux sources ; les processus TS (Time Stationary) et les processus DS (Differency Stationary). Pour étudier la stationnarité, nous recourons souvent, au test de la racine unitaire de Dickey-Fuller ; si la probabilité associée au test est inférieure à 5%, nous déduisons une stationnarité de la série étudiée au seuil de 5%, sinon la série est non stationnaire.

Null Hypothesis: PIB has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
<b>Augmented Dickey-Fuller test statistic</b>	<b>-1.476719</b>	<b>0.8192</b>
Test critical values:		
1% level	-4.234972	
5% level	-3.540328	
10% level	-3.202445	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(PIB)  
 Method: Least Squares  
 Date: 07/10/22 Time: 20:26  
 Sample (adjusted): 1984 2019  
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.099401	0.067312	-1.476719	0.1502
D(PIB(-1))	-0.534227	0.162193	-3.293781	0.0025
D(PIB(-2))	0.376115	0.182424	2.061765	0.0480
D(PIB(-3))	0.488139	0.154563	3.158189	0.0036
C	1022.199	549.6920	1.859586	0.0728
@TREND("1980")	49.95904	30.79535	1.622292	0.1152

Le test de Dickey Fuller montre que la série relative à l'évolution du PIB par habitant n'est pas stationnaire en niveau. En outre, puisque la probabilité associée au trend est supérieure à 5%, nous pouvons confirmer que le processus est de type DS

Pour les autres variables explicatives, le test dévoile qu'elles sont stationnaires en niveau.

Method: Least Squares					
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
SOLDES	0.028843	0.007544	3.823278	0.0005	
BUDGET_D_INVESTISSEMENT	0.035968	0.017352	2.072797	0.0454	
BUDGET_DE_FONCTIONNEMENT	0.070055	0.005015	13.96901	0.0000	
C	10789.22	280.6246	38.44717	0.0000	
R-squared	0.964230	Mean dependent var	17563.11		
Adjusted R-squared	0.961249	S.D. dependent var	5283.389		
S.E. of regression	1040.043	Akaike info criterion	16.82655		
Sum squared resid	38940856	Schwarz criterion	16.99544		
Log likelihood	-332.5310	Hannan-Quinn criter.	16.88762		
F-statistic	323.4791	Durbin-Watson stat	1.197628		
Prob(F-statistic)	0.000000				

Le coefficient de détermination reste élevé avec un taux qui dépasse les 96%. Autrement dit, nous pouvons confirmer que les variables explicatives retenues ont expliqué 96% de la variation totale du PIB.

Le solde budgétaire agit positivement et significativement sur le PIB. Un excédent budgétaire semble varier dans le même sens que le PIB

Les variables de contrôle utilisées (dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement) ont aussi un impact positif et significatif sur la croissance économique.

#### 4. Conclusion

-Selon l'approche Keynésienne, l'impact de l'augmentation de la dette sur la croissance est jugé positif ; c'est à dire que la dette publique n'entraîne pas de coût ni pour les génération présentes ni pour les générations futures, mais plutôt elle a la capacité de stimuler la croissance économique du fait qu'elle finance les investissements<sup>15</sup>.

Tandis que pour les économistes classiques<sup>16</sup>, ils ne semblaient pas croire aux bienfaits de l'emprunt sur l'activité économique.

Alors pour les classiques actuels et surtout depuis l'apparition de l'article de BARRO (en 1974) et la proposition de la notion de l'équivalence Ricardienne, le débat autour de la relation dette – croissance économique a pris de l'ampleur. Ils préconisent toujours qu'un emprunt dans des limites raisonnables peut avoir un effet expansionniste ; toute fois l'accumulation des dettes ralentit la croissance et freine les investissements.

Les économistes classiques considèrent que la dette publique excessive est défavorable à la croissance de l'économie dans le long terme. Certes la littérature tant théorique qu'empirique a apporté des réponses claires quant au niveau de la dette susceptible de marquer l'entrée de l'économie dans une situation de déséquilibre de l'économie.

Les travaux de Reinhart et Rogoff<sup>17</sup> ont montré qu'autour de 90% du PIB de dette publique l'impact négatif de la dette sur la croissance économique s'accroît. Ces résultats ont été obtenus sur la base des données de pays à des niveaux de développement hétérogènes. Ces résultats ont soulevé plusieurs critiques tant sur la réalité des pays que sur le seuil critique de la dette par rapport au PIB et aussi sur la causalité entre la dette et la croissance économique.

Pour la théorie économique contemporaine résumé par Clements et Bhattacharya<sup>18</sup>, ceux-ci suggèrent certes que l'emprunt public a un impact positif sur l'investissement et la croissance, mais jusqu'à un certain seuil , au-delà duquel la dette devient un blocage à la croissance économique. Leurs travaux ont confirmé de l'existence d'une relation non linéaire entre la dette publique d'une part et la croissance du revenu par habitant d'autre part.

---

<sup>15</sup> Cette logique tire ses fondements de la théorie de la demande globale et du multiplicateur keynésien.

<sup>16</sup> A. SMITH, J.B.SAY et D. RICARDO.

<sup>17</sup> « Réexamen de Reinhart et Rogoff après la crise : une perspective de série chronologique ». « Cambridge Journal of Economics 2019, 1 à 28 »

<sup>18</sup> Battacharya, R.and B. Clements (2004), « Calculating the Benefits of Debtrelief » Finance et développement page 42-50 cité par Mandri Badr « Effets de seuil de la dette publique sur la croissance économique » in « Politique budgétaire et activité économique au Maroc : une an analyse quantitative ». OCP : Policy Center Novembre 23, 2015.

Ces mêmes chercheurs en 2003, ont estimé un modèle de croissance tout en retenant l'hypothèse du surendettement, ont abouti à la conclusion comme quoi qui selon laquelle toute diminution de 6 points du service de la dette en pourcentage du PIB va accroître le taux d'investissement de 0,75 à 1 point et la croissance économique de 2 points. Ils rajoutent aussi que si la moitié des services de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire la croissance augmentera quelques pays pauvres très endettés de 0,5 point par an.

Pour le cas du Maroc on a constaté une corrélation de même sens entre le taux de croissance de l'économie et le recours à la dette publique. Mais ce qui caractérise le déficit budgétaire et la dette publique c'est que ces déficits et le recours à la dette ont un caractère structurel mais soutenus conjoncturellement par les recettes de privatisation. Ces recettes ont contribué à la baisse du taux d'endettement du fait qu'elles ont put financer aussi bien le déficit budgétaire que celui du commerce extérieur.

En ce qui concerne le Maroc, une étude effectuée par Badr Mandri<sup>19</sup> sur l'effet de Seuil de la dette publique sur la croissance économique et en adoptant différentes méthodes statistiques et économétriques et toute en adoptant l'approche de Reinhart Rogoff au cas marocain, les résultats ont confirmé la non linéarité entre la dette publique et la croissance économique. De plus, cette étude a abouti aux résultats suivants : pour la période étudiée (1980 à 2012) avec un taux d'endettement moyen de 68,7% la croissance moyenne est de 4,42% mais une fois que ce taux dépasse les 70%, la croissance économique passe à 3,93% c'est à dire elle baisse de 0,5 point à chaque fois que le ratio dépasse les 70%.

On peut dire que le seuil de la dette supportable ne peut être généralisé<sup>20</sup>, il dépend du contexte macroéconomique de chaque pays, de la composition de la dette et de sa dynamique.

D'autres pistes de recherches peuvent être utilisées en vue de répondre à la même problématique et une étude plus approfondie en ciblant les canaux par lesquels la dette publique agit sur la croissance économique et vice versa pourra apporter d'autres réponses.

## REFERENCES

1. Badr Mandri « Effets de seuil de la dette publique sur la croissance économique » in « Politique budgétaire et activité économique au Maroc : une an analyse quantitative ». OCP : Policy Center Novembre 23, 2015.

---

<sup>19</sup> Badr Mandri « Effets de seuil de la dette publique sur la croissance économique » in « Politique budgétaire et activité économique au Maroc : une an analyse quantitative ». OCP : Policy Center Novembre 23, 2015.

<sup>20</sup> Si le seuil optimal de la dette publique ne peut être défini, il est certain que le ratio de la dette ne peut augmenter indéfiniment.



2. Battacharya, R. and B. Clements (2004), « Calculating the Benefits of Debtrelief » Finance et développement page 42-50 cité par Mandri Badr « Effets de seuil de la dette publique sur la croissance économique » in « Politique budgétaire et activité économique au Maroc : une analyse quantitative ». OCP : Policy Center Novembre 23, 2015.
3. CRECHTIEN MORRISON « Ajustement et équité » OCDE 1999.
4. Driss GUERRAOUI « Ajustement et Développement » édition Toubkal 1993.
5. ET- Tibari BOUASLA « Politique D'Ajustement Structurel et Développement Rural en Afrique » Série de communications (1), Institut des Etudes Africaines Rabat 1992.
6. Fatiha RAMY « Libéralisation et ses conséquences sur l'économie marocaine, cas des industries agro-alimentaires » Mémoire DES, Janvier 2001.
7. Habib MALKI « Trente ans d'économie marocaine : 1960-1990 (Français) Broché – 2000.
8. J.M. Keynes, Activities 1940-1946 Shaping the Post-war world : » Employ Collected Writings of John Maynard Keynes, ed D. Moggridge, Londres, Mac millan, T.27.
9. JEAN MARIE FONTAINE « La philosophie de l'ajustement structurel » in Cahiers Français N°270.
10. M. KTIRI et N. AKESBI « la réforme de la fiscalité à l'heure de l'ajustement structurel) édition Toubkal Casablanca 1987